

Tr



Dr Valérie Masson-Delmotte @valmasdel

Feb 8 · 29 tweets · [valmasdel/status/1623394063939502080](https://twitter.com/valmasdel/status/1623394063939502080)

Pour cette analyse, nous avons examiné les références aux rapports du GIEC dans le document "sustainability and climate report 2022" de [@TotalEnergies](#),

Source :

https://totalenergies.com/sites/g/files/nytnzq121/files/document_s/2022-05/Sustainability_Climate_2022_Progress_Report_version_accessible_FR.pdf

(1/...)

 **Camille Adaoust**
@CamilleAd · [Follow](#)

🗣️ "TotalEnergies est très loin de prendre en compte les conclusions du Giec."
Dans une tribune publiée sur [@franceinfoplus](#), 11 scientifiques du Giec dénoncent l'instrumentalisation de leurs travaux par le géant pétrolier [#climat](#)



francetvinfo.fr
TRIBUNE. "TotalEnergies est très loin de prendre en compte les c...
Dans une tribune publiée sur franceinfo, une dizaine d'auteurs du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ...

7:07 AM · Feb 8, 2023

 [Read the full conversation on Twitter](#)

👍 144 💬 Reply 🔗 Copy link

[Read 6 replies](#)

dans le contexte des 3 rapports du GIEC de 2021 et 2022 qui font le point sur l'état des connaissances scientifiques.

Sources :

Climate Change 2021: The Physical Science Basis

The Working Group I contribution to the Sixth Assessment Report addresses the most up-to-date physical understanding of the climate system and climate change, bringing together the latest advances in...

<https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/>

Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability

Intergovernmental Panel on Climate Change Working Group II contribution to the Sixth Assessment Report

<https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/>

Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change

Intergovernmental Panel on Climate Change Working Group III contribution to the Sixth Assessment Report

<https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/>

(2/...)

Son préambule y fait d'ailleurs référence, "(...) le nouveau rapport du GIEC nous rappelle avec force l'urgence climatique"

(3/...)

Néanmoins, la seule référence aux rapports du GIEC dans ce document porte sur le méthane,

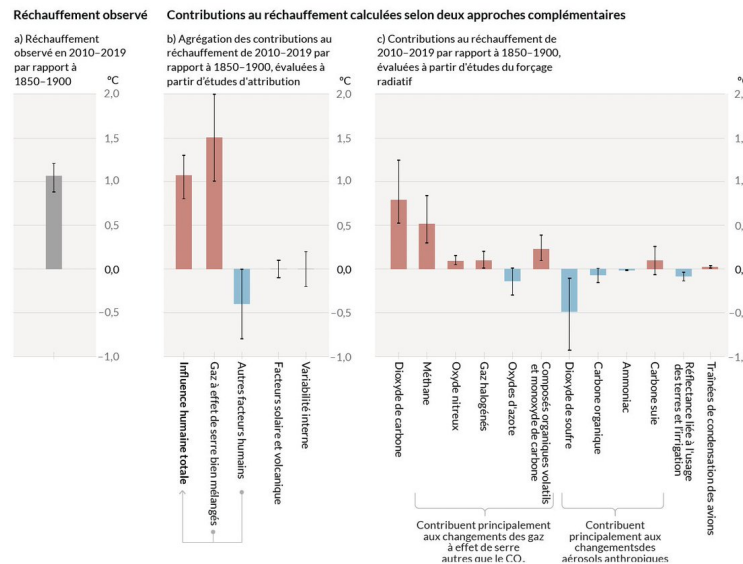
(4/...)

Le méthane est un gaz à effet de serre au pouvoir de réchauffement global 25 fois plus élevé que le CO₂ sur 100 ans. En 2021, le GIEC a évalué son impact sur le réchauffement actuel à 0,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle. La COP26 a donc souligné le rôle majeur que doit jouer la réduction des émissions de méthane pour contenir le réchauffement climatique, au travers des conclusions finales (le Pacte de Glasgow) ainsi qu'au travers du Global Methane Pledge, engagement de 105 pays à l'initiative des États-Unis et de l'Union européenne⁽¹⁾ à réduire leurs émissions de méthane de 30 % en 2030 par rapport à 2020.

sans aucune mention du rôle plus important des émissions (cumulées) de dioxyde de carbone sur le réchauffement à ce jour, (ni de son rôle sur l'acidification de l'océan)

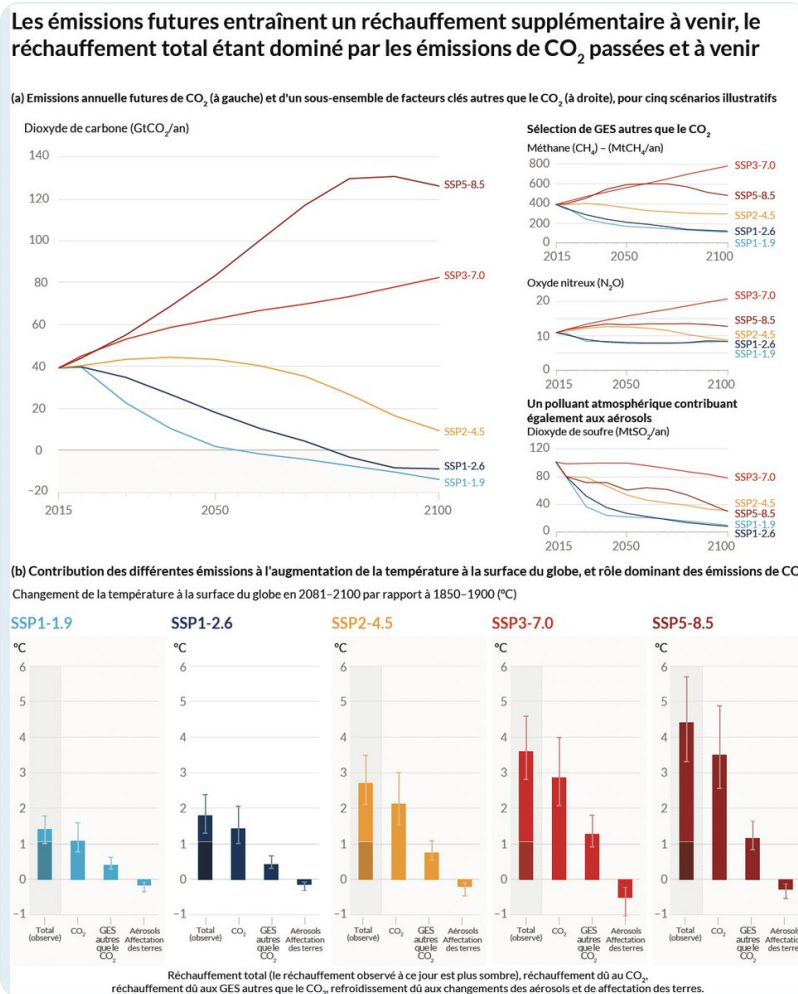
(5/...)

Le réchauffement observé est dû aux émissions issues des activités humaines, le réchauffement dû aux gaz à effet de serre étant partiellement masqué par le refroidissement dû aux aérosols



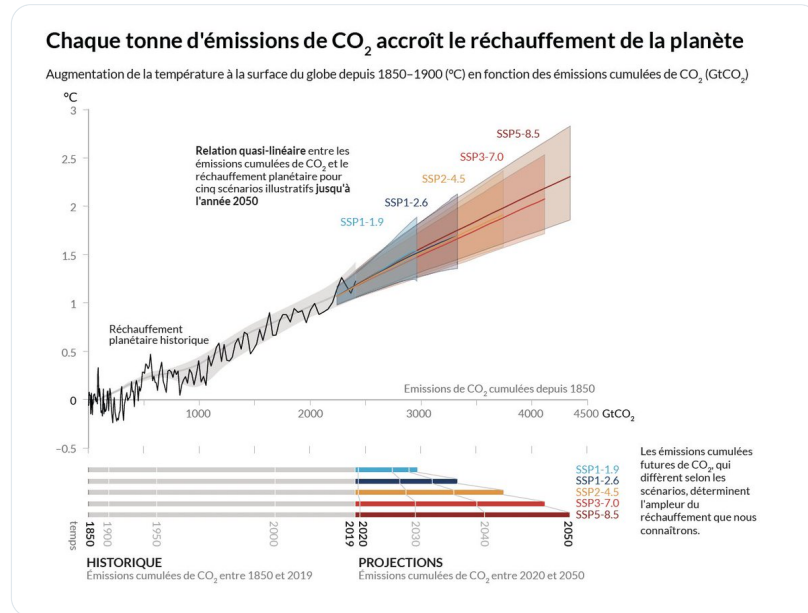
Pourtant, le rapport du groupe I du GIEC est très clair sur le rôle dominant des émissions de CO₂ passées et futures sur le niveau de réchauffement planétaire.

(6/...)



avec cette relation étroite entre cumul des émissions passées, présentes, et futures de CO₂, et niveau de réchauffement planétaire.

(7/...)

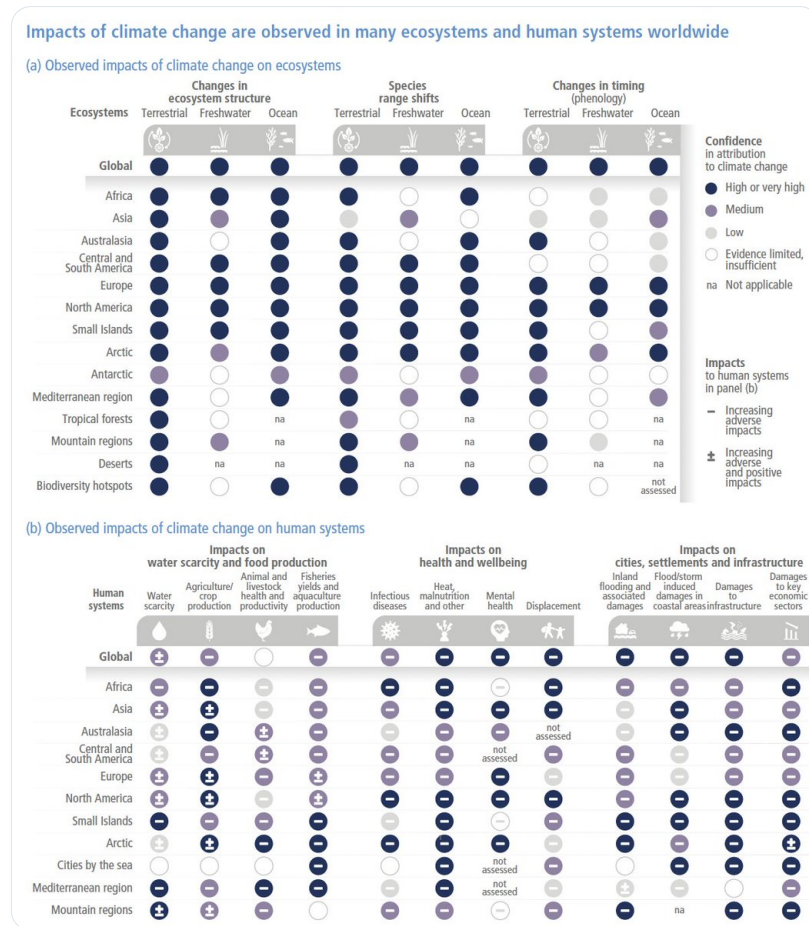


Cela n'est pas reflété dans le rapport de TotalEnergies, qui ne mentionne d'ailleurs pas le cumul des émissions de CO₂ associées à ses activités passées ou sa stratégie future.

(8/...)

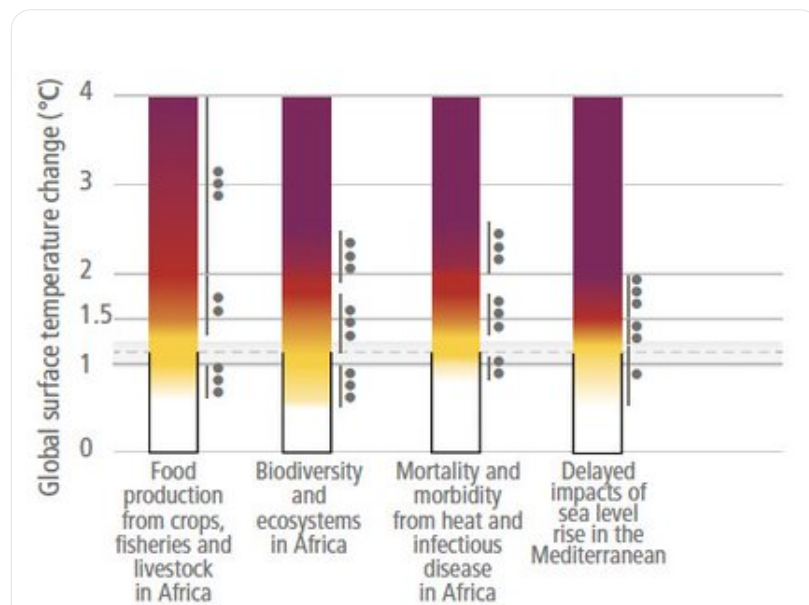
Le rapport du groupe 2 du GIEC montre l'aggravation des impacts induits par le changement climatique dû aux activités humaines, dans chaque région du monde, affectant les écosystèmes et des milliards de personnes.

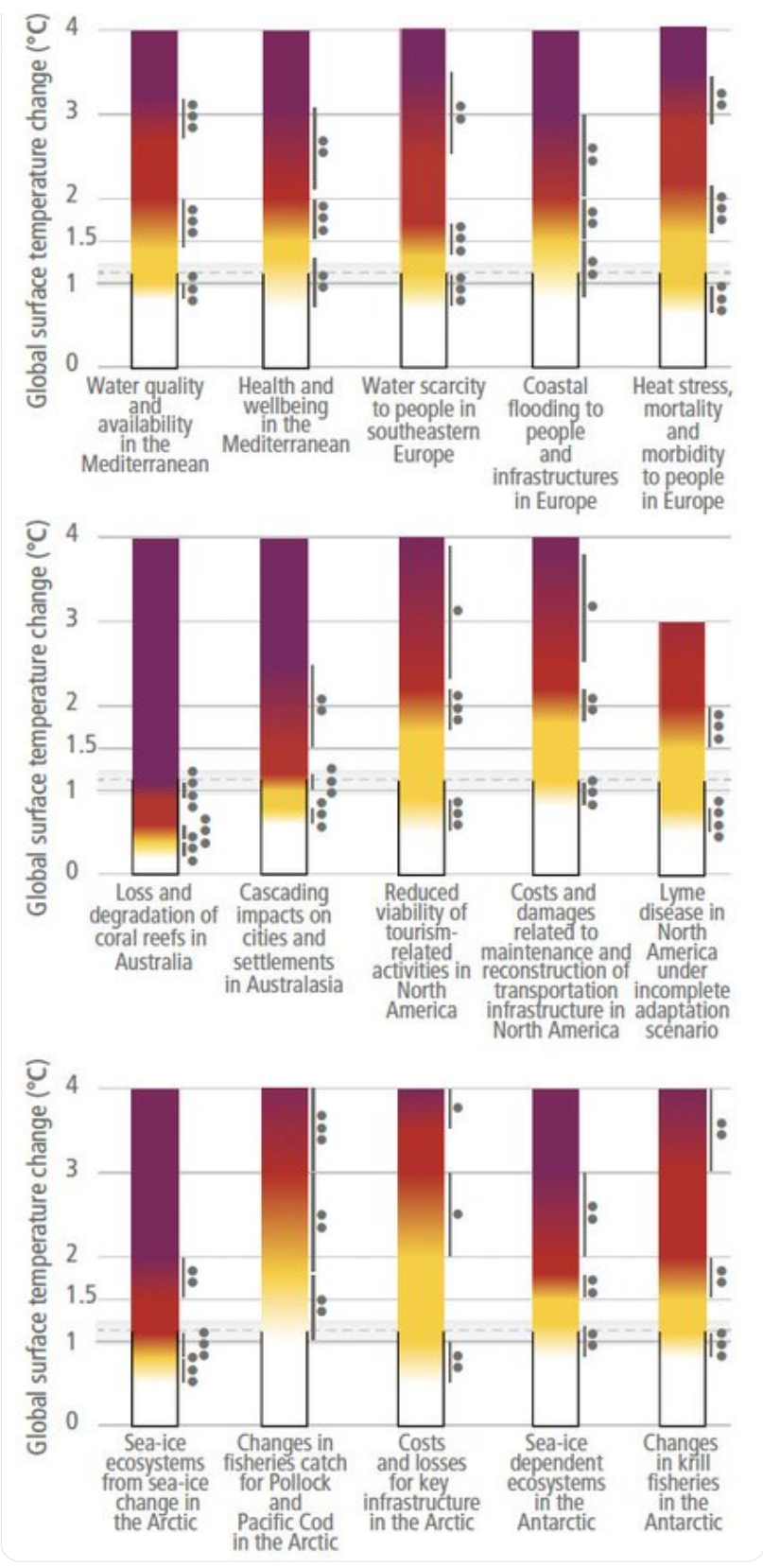
(9/...)



L'évaluation des éléments probants issus des publications scientifiques montre clairement que chaque incrément de réchauffement supplémentaire aggraverait les risques liés au climat dans chaque région.

(10/...)





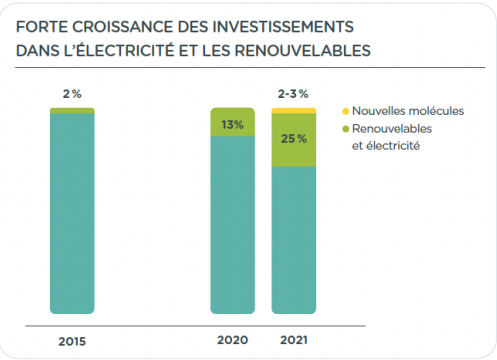
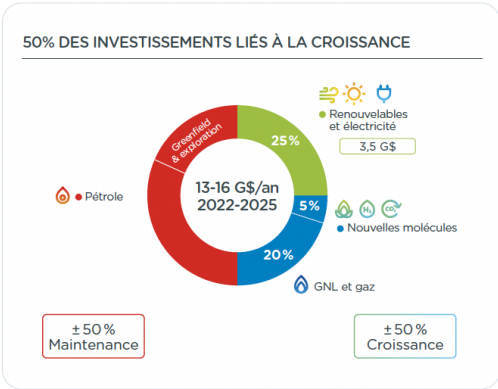
Le rapport "soutenabilité et climat" 2022 de TotalEnergies ne mentionne les risques liés au réchauffement que dans sa rubrique "assurer la sécurité et la santé des personnes", à l'angle de ses propres installations (pas dans la partie "biodiversité, par ex).

(11/...)

Nous tenons compte du **risque climatique** aussi bien dans le design de nos installations que dans l'évaluation de nos sites en opération. Le changement climatique a en effet potentiellement de multiples effets qui peuvent nuire à nos activités comme l'élévation du niveau de la mer ou la multiplication des phénomènes climatiques extrêmes. Il est nécessaire d'adapter les installations aux effets du changement climatique. Nous avons ainsi mis en place une méthodologie pour prendre en compte l'évolution anticipée du système climatique et de ses composantes dans les bases de conception de nos installations (critères Metocean). De même, nous évaluons la vulnérabilité de nos sites en opération aux aléas climatiques, afin que leurs conséquences n'affectent ni l'intégrité des installations, ni la sécurité des personnes. Les études internes conduites n'ont pas identifié d'installations qui ne résistent pas aux conséquences du changement climatique connues à ce jour.

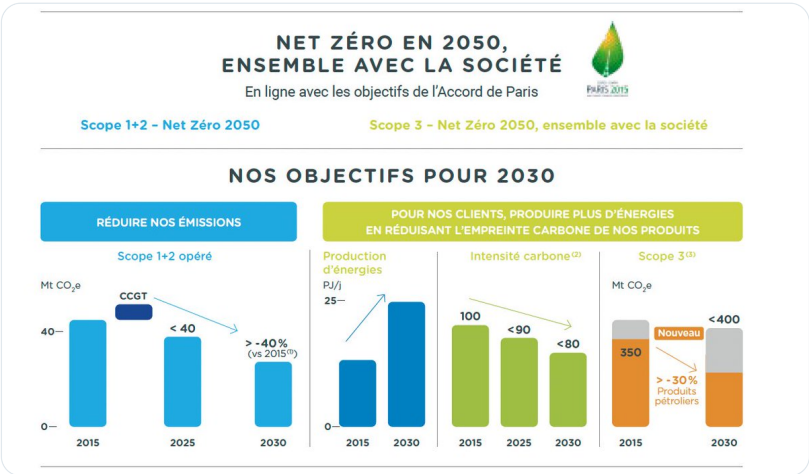
La vision de la stratégie énergétique du groupe montre une montée en puissance des investissements dans l'énergie décarbonée, mais 70% de ses investissements dans le secteur fossile.

(12/...)



Le groupe affirme que sa stratégie est en ligne avec les objectifs de l'accord de Paris.

Pourtant, sur le scope 3 (figure de droite, barres orange et gris), on peut observer que la stratégie d'ici 2030 implique une stagnation des émissions de gaz à effet de serre (13/...)



Pour assurer l'intégrité des stratégies vers net zéro CO2, le panel de haut niveau de l'ONU a formulé des recommandations très claires, publiées en novembre 2022.

Source :

Credibility and Accountability of Net-Zero Emissions Commitments of ...

The United Nations Secretary-General António Guterres, on 31 March 2022, established a High-Level Expert Group on the Net-Zero Emissions Commitments of Non-State Entities to develop strong...

<https://www.un.org/en/climatechange/high-level-expert-group>

(14/...)



- Targets must account for all greenhouse gas emissions (based on internationally approved measures of warming effects) and include separate targets for material non-CO2 greenhouse gas emissions (e.g. fossil methane and biogenic methane).
- Targets must include emissions reductions from a non-state actor's full value chain and activities, including:
 - scope 1, 2 and 3 emissions for businesses. Where data is missing for scope 3 emissions, businesses should explain how they are working to get the data or what estimates they are using;

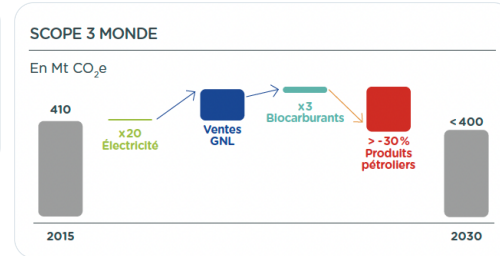
Main Recommendations

- All net zero pledges should include specific targets aimed at ending the use of and/or support for fossil fuels in line with IPCC and IEA net zero greenhouse gas emissions modelled pathways that limit warming to 1.5°C with no or limited overshoot, with global emissions declining by at least 50% by 2030, reaching net zero by 2050.
- The transition away from fossil fuels must be just for affected communities, workers and all consumers to ensure access to energy, and avoid transference of fossil fuel assets to new owners.
- The transition away from fossil fuels must be matched by a fully funded transition toward renewable energy.

Justement, si l'on examine les émissions du scope 3, on peut observer qu'elles stagnent, et la stratégie 2030 prévoit la poursuite de cette stagnation

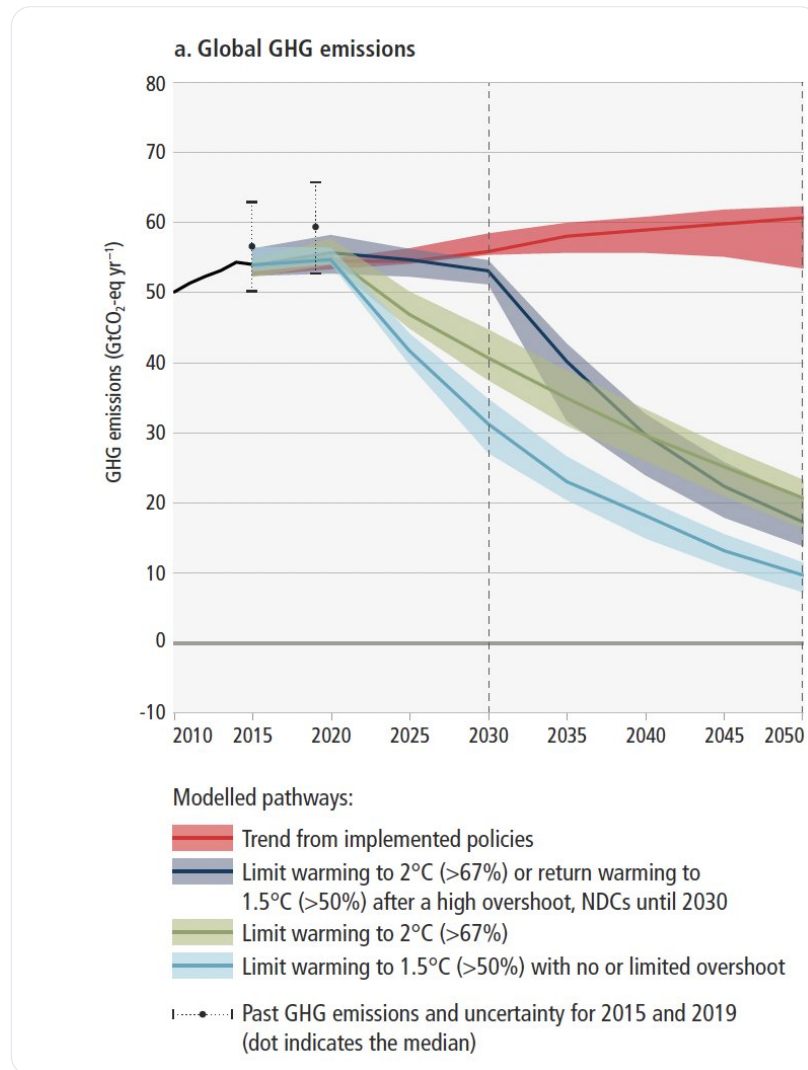
(15/...)

ÉMISSIONS DE GES INDIRECTES		2021	2020	2019	2018
Scope 3 ¹⁶	Mt CO ₂ e	400* (370)	400* (350)	410	410
DÉCOMPOSITION PAR PRODUIT					
Pétrole	Mt CO ₂ e	285* (255)	320* (270)	335	350
Gaz	Mt CO ₂ e	115* (115)	80* (80)	75	60
DÉCOMPOSITION PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE					
Europe : UE27 + Norvège + Royaume-Uni + Suisse	Mt CO ₂ e	220* (202)	215* (190)	232	256
Eurasie (y.c. Russie) / Océanie	Mt CO ₂ e	79* (77)	-	-	-
Afrique	Mt CO ₂ e	68* (59)	-	-	-
Amériques	Mt CO ₂ e	33* (31)	-	-	-



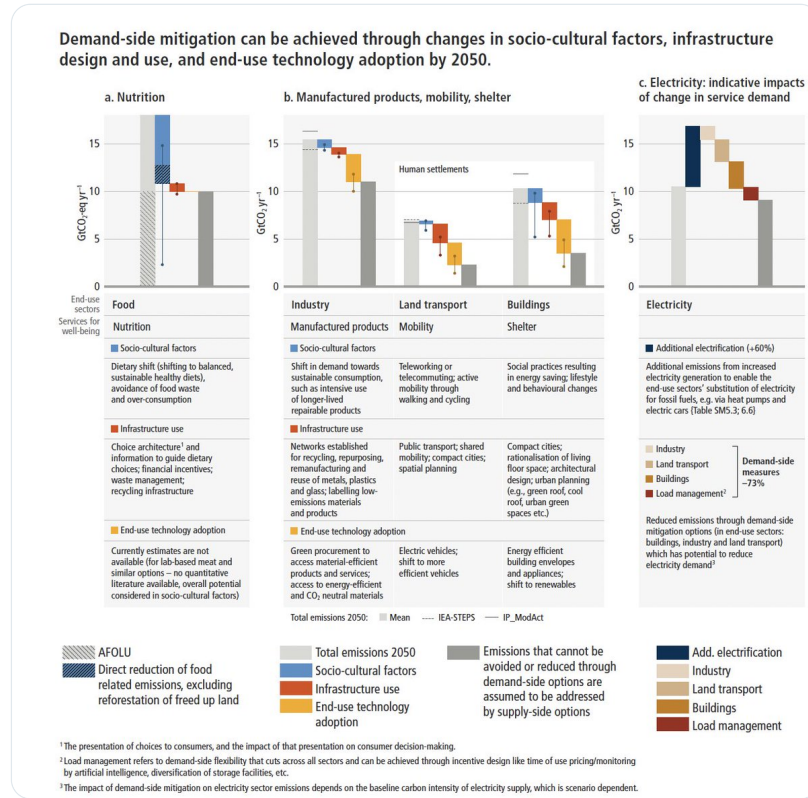
Or, les trajectoires qui permettent de limiter le réchauffement largement sous 2°C (vert) ou proche de 1,5°C (bleu) (objectifs de l'accord de Paris), les émissions mondiales de CO₂-équivalent diminuent très fortement au cours de cette décennie

(16/...)



Ce rapport du GIEC de 2022 souligne que limiter le réchauffement sous 2°C nécessitera des transformations majeures du système énergétique mondial, une réduction de la consommation d'énergies fossiles et des investissements dans le charbon, pétrole et gaz. (17/...)

Un nouvel aspect de l'état des connaissances scientifiques (rapport GIEC 2022) porte sur le large potentiel associé à la baisse de la demande pour atteindre des émissions net zéro d'ici 2050 (18/...)



Mais ce volet de sobriété n'est pas mentionné dans la stratégie "sustainability and climate" du groupe, qui consacre une des premières pages de son rapport à contester cet aspect du scénario de l'Agence internationale à l'énergie compatible avec 1.5°C.

(19/...)

Les hypothèses très exigeantes utilisées pour l'évolution de la demande d'énergie d'ici 2030 ont amené l'AIE à affirmer que le monde n'avait plus besoin de nouveaux projets pétroliers et gaziers, la déplétion naturelle des champs d'environ 4 % par an étant en ligne avec la baisse modélisée de la consommation de pétrole.

A contrario, une baisse trop forte de l'offre de pétrole et de gaz, dans un contexte où la demande ne se serait pas ajustée en conséquence, aurait bien entendu pour effet de créer une tension sur les prix. À cet égard, il faut souligner que le niveau d'investissement actuel dans le secteur amont pétrolier et gazier se situe sous le niveau modélisé par l'AIE dans le scénario NZE pour la période 2022-2030 (soit 320 et 350 Mds\$ d'investissements réalisés en 2020 et 2021, contre 366 Mds\$ par an dans le scénario NZE).

Ces éléments de langage ont été repris par le groupe sur les réseaux sociaux pour justifier le besoin d'investir dans de nouveaux champs pétroliers et gaziers.

(20/...)

Pour mémoire, voici le rythme de baisse des émissions de gaz à effet de serre attendu pour que la France tienne ses objectifs climat.

Source, Haut conseil climat, rapport annuel 2022 : hautconseilclimat.fr

(21/...)

Tableau A.1.6 – Comparaison des rythmes de réduction annuelle visés par la SNBC2 et le paquet Fit for 55 d'ici 2030

	SNBC2	Fit for 55
Émissions 2021 (Mt éqCO ₂)	418	418
Émissions 2030 (Mt éqCO ₂)	311	272
Réduction en 2030 par rapport à 2021 (%)	26 %	35 %
Réduction annuelle moyenne sur 2022-2030 (%/an)	3,2 %	4,7 %
Réduction annuelle moyenne sur 2022-2030 (en Mt éqCO ₂)	-12	-16

Enfin, la stratégie du groupe comporte des projets de captage et stockage, et fait référence explicitement à des "solutions fondées sur la nature" (je montre ici la version anglaise qui utilise explicitement ce terme).

(22/...)

Our levers

The main route to achieving these objectives is developing emissions reduction projects on our industrial sites, using the best technologies available: improving energy efficiency, reducing flaring, reducing methane emissions, supplying renewable electricity and using CCS for residual emissions. To reach our net emissions targets, nature based solutions (NBS¹) will, by 2030, offset some of our emissions (5 to 10 Mt/y).

2. Le climat et l'énergie durable Réduire nos émissions Scope 1+2

Compenser les émissions résiduelles avec les puits naturels de carbone



Un détail de nos actions pour éviter et réduire les émissions de GES, atteindre la neutralité carbone avec la société : imposer de compenser les émissions résiduelles de CO₂. Pour cela, TotalEnergies investit dans les puits naturels de carbone, comme la forêt, l'agriculture régénérative ou les zones humides.

Le modèle de gestion des espaces se doit d'être intégré et partagé avec les populations locales. Dans ce cadre, les opérations peuvent suivre diverses techniques (conservation, afforestation reforestation, agroforesterie, transition agricole, blue carbon, etc.) et diverses formes contractuelles appropriées (contrat d'achat, mécanisme de financement durable, fonds à impact, projet financé, etc.). Il s'agit de combiner et d'équilibrer la valeur des revenus économiques agricoles et forestiers, avec celle des co-bénéfices pour les populations, les sols, la biodiversité, le cycle de l'eau, et celle des crédits carbone. L'opération y parvient, les conditions de vie locale s'améliorent et la dégradation et la déforestation des espaces, qui sont sources d'émissions de GES, reculent. La Compagnie s'associe à des partenaires expérimentés pour maîtriser l'approche long terme qui s'impose et les risques de ces projets complexes. Les projets seront certifiés selon les meilleurs standards tels que Verra VCS, CCB ou d'autres.

Avec un budget moyen de 100 M\$ par an de 2020 à 2030, TotalEnergies entend constituer un stock de 100 millions de crédits⁽¹⁾ et se doter d'une capacité annuelle de production d'au moins 5 millions de crédits par an à compter de 2030. La Compagnie ne prévoit pas de faire du commerce de ces crédits carbone mais compte utiliser progressivement son stock et sa production annuelle pour neutraliser ses émissions résiduelles Scope 1 + 2 à partir de 2030. Le stock de crédits établi à fin 2021 s'élève à un peu moins de 7 millions de crédits certifiés. Le budget cumulé engagé sur l'ensemble des opérations conclues s'élève à près de 300 M\$ sur leur durée de vie, pour un volume cumulé de crédits espéré de 23 millions à 2030 et 31 millions à 2050.



Pérou

Depuis 2021, TotalEnergies et FONG CIMBA (Centro de Conservación, Investigación y Manejo de Áreas Naturales) collaborent pour assurer le financement des opérations de conservation de la forêt primaire du parc national Cordillera Azul qui protège 1,35 million d'hectares en Amazonie péruvienne et qui est inscrit sur la liste verte de l'UICN. Ces opérations incluent des mesures de surveillance et de prévention, par les gardes forestiers, de la dégradation et de la déforestation du parc ainsi que le développement d'activités économiques soutenables dans la zone tampon autour du parc telles que les cultures agroforestières durables et leurs chaînes de valeur, l'éco-tourisme, l'artisanat. L'accord prévoit plus de 15 M\$ CO₂e évitées sur 10 ans.

République du Congo

En mars 2021, TotalEnergies et le groupe Forêt Ressources Management ont engagé avec la République du Congo un partenariat pour une opération de gestion agricole et forestière inclusive de grande ampleur pour la séquestration de plus de 10 Mt CO₂. La gestion intégrée avec les partenaires de plus de 30 000 ha sur 15 ans prévoit une forêt plantée de 38 000 ha, 2 000 ha d'agroforesterie et la conservation des forêts-galeries. L'opération vise des productions agricoles et de bois énergie durables à mener avec les populations locales.

(1) Un crédit correspond à une tonne de CO₂e évitée.

Le rapport du GIEC de 2022 sur le volet impacts et adaptation indique clairement que le boisement sur des zones comme des savanes qui ne seraient pas naturellement boisées nuit à la biodiversité, augmente la vulnérabilité face au climat et peut même aggraver les émissions.

(23/)

Forests

Intact natural forest ecosystems are major stores of carbon and support large numbers of species that cannot survive in degraded habitats (*very high confidence*). Extensive areas of natural forest ecosystems remain in tropical, boreal and (to a lesser extent) temperate biome regions, but in many regions they are managed (sustainably and unsustainably) or have been degraded or cleared. Deforestation and land degradation continue to be a source of global GHG emissions (*very high confidence*) (Friedlingstein et al., 2019). Protection of existing natural forests and sustainable management of semi-natural forests that continue to provide goods and services are highly effective NBS (Bauhus et al., 2009) (*high confidence*).

Natural forests and sustainably managed biodiverse forests play important roles in climate change mitigation and adaptation while providing many other ecosystem goods and services (*very high confidence*) (Bradshaw and Warkentin, 2015; Favero et al., 2020; Mackey et al., 2020). Contributions of natural forests to climate change mitigation are estimated at a median of 5–7 GtCO₂ yr⁻¹ (Roe et al., 2019). Forests influence the water cycle on a local, regional and global scale (Creed and van Noordwijk, 2018), reducing surface runoff, increasing infiltration to groundwater and improving water quality (Bruijnzeel, 2004; Zhou et al., 2015a; Ellison et al., 2017; Alvarez-Garretón et al., 2019). Recent evidence shows that downwind precipitation is also influenced by evapotranspiration from forests (Keys et al., 2016; Ellison et al., 2017). Protecting existing natural forests and sustainably managing production forests in a holistic manner can optimise the provision of the many functions forests fulfil for owners, conservation, mitigation and for society as a whole (Bauhus et al., 2009; Nabuurs et al., 2013).

Reforestation of previously forested land can help to protect and recover biodiversity and is one of the most practical and cost-effective ways of sequestering and storing carbon (*high confidence*) (Nabuurs et al., 2017; Hoegh-Guldberg et al., 2018; Paneque-Gálvez et al., 2018; Smith et al., 2018; Cook-Patton et al., 2020; Cowie et al., 2021; Drever et al., 2021). This can be achieved through planting or by allowing natural colonisation by tree and shrub species. The most effective method to deploy depends upon local circumstances (e.g., the presence of remnant forest cover) or socio-cultural and management objectives. Reforestation with climate-resilient native or geographically-near species restores biodiversity at the same time as sequestering large amounts of carbon (Lewis et al., 2019; Rozendaal

304

Cross-Chapter Box NATURAL (continued)

et al., 2019). It can also restore hydrological processes, thereby improving water supply and quality (Ellison et al., 2017) and reducing the risk of soil erosion and floods (*high confidence*) (Locatelli et al., 2015).

Climate change may mean that, in any given location, different species will be able to survive and become dominant and restoring the former composition of forests may not be possible (Sections 2.4, 2.5). Severe disturbances such as insect/pathogen outbreaks, wildfires and droughts, which are an increasing risk, can cause widespread tree mortality resulting in sequestered forest carbon being returned to the atmosphere (Anderegg et al., 2020; Senf and Seidl, 2021), suggesting that we need to adapt (Sections 2.4, 2.5, 13.3 14.4.1, Box 14.1). Adaptation measures, such as increasing the diversity of forest stands through ecological restoration rather than monoculture plantations can help to reduce these risks (*high confidence*). When plantations are established without effective landscape planning and meaningful engagement including free prior and informed consent, they can present risks to biodiversity and the rights, well-being and livelihoods of indigenous and local communities as well as being less climate-resilient than natural forests (*very high confidence*) (Section 5.6) (Corbera et al., 2017; Mori et al., 2021).

Afforesting areas such as savannas and temperate peatlands, which would not naturally be forested, damages biodiversity and increases vulnerability to climate change (*high confidence*), so cannot be considered a nature-based solution and can even exacerbate GHG emissions (Sections 2.4.3.5, 2.5.2.5, Box 2.2 in this chapter). Remote sensing-based assessments of the suitability of land for planting trees can overestimate potential, due to their failure to adequately distinguish between degraded forest and naturally open areas (Bastin et al., 2019; Veldman et al., 2019; Bastin et al., 2020; Sullivan et al., 2020).

Cela figure à la fois dans l'évaluation qui porte sur les écosystèmes et dans le chapitre dédié à l'Afrique.

(24/...)

Box 9.3 | Tree planting in Africa

Due to widespread deforestation and forest degradation (Malhi et al., 2014), future scenarios to limit global warming include large-scale reforestation and afforestation (Griscom et al., 2017; Bastin et al., 2019). Africa has been targeted through the AFR100 (<https://afr100.org>) to plant ~1 million km² of trees by 2030 (Bond et al. 2019). Maintaining existing indigenous forest and indigenous forest restoration is a win-win, maximising benefits to biodiversity, adaptation and mitigation (Griscom et al., 2017; Watson et al., 2018; Lewis et al., 2019) (*high confidence*).

Yet many areas targeted by AFR100 erroneously mark Africa's open ecosystems (grasslands, savannas, shrublands) as degraded and suitable for afforestation (Figure Box 9.3.1; (Veldman et al., 2015; Bond et al., 2019) (*high confidence*). These ecosystems are not *degraded*, they are ancient ecosystems that evolved in the presence of disturbances (fire/herbivory) (Maurin et al., 2014; Bond and Zaloumis, 2016; Charles-Dominique et al., 2016). Afforestation prioritises carbon sequestration at the cost of biodiversity and other ecosystem services (Veldman et al., 2015; Bond et al., 2019). Furthermore, it remains uncertain how much carbon can be sequestered as, compared to grassy ecosystems, afforestation can reduce belowground carbon stores and increase aboveground carbon loss to fire and drought (Yang et al., 2019; Wigley et al., 2020b; Nuñez et al., 2021). Thus, afforested areas may store less carbon than ecosystems they replace (Dass et al., 2018; Heilmayr et al., 2020). Afforestation would reduce livestock forage, ecotourism potential and water availability (Gray Emma and Bond William, 2013; Anadón et al., 2014; Cao et al., 2016; Stafford et al., 2017; Du et al., 2021), and may reduce albedo thereby increasing warming (Bright et al., 2015; Baldocchi and Penuelas, 2019).

Exotic tree species are often selected for planting (e.g., *Pinus* spp. or *Eucalyptus* spp.), but in parts of Africa, they have become invasive (Zengeya, 2017; Witt et al., 2018), increasing fire hazards and decreasing biodiversity and water resources (Nuñez et al., 2021) (*high confidence*). Negative impacts of afforestation on ecosystems are not restricted to plantations of exotic species; they extend to inappropriate planting of native forest species (Slingsby et al., 2020).

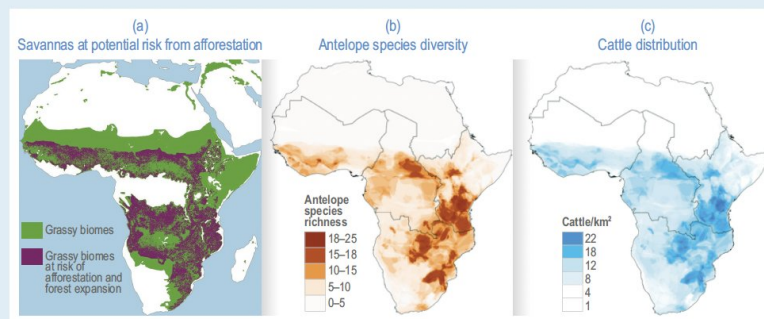


Figure Box 9.3.1 | Many proposed tree planting plans in Africa present risks to biodiversity and livelihoods, because they are focused on (a) naturally non-forested ecosystems like savannas, grasslands and shrublands which (b) host uniquely adapted biodiversity and (c) offer important ecosystem services like grazing which supports subsistence and commercial agriculture. Figure adapted from Veldman et al. (2015); Bond et al. (2019).

@Totalenergies fait référence aux rapports du GIEC sur les réseaux sociaux pour justifier ses investissements pour exploiter de nouveaux champs pétroliers et gaziers, mais reste très loin de prendre en compte leurs conclusions dans sa stratégie.

(25/...)

Les rapports du GIEC montrent aussi le poids des "intérêts particuliers" et la manière dont l'industrie des énergies fossiles a sapé la transmission de l'état des connaissances scientifiques et une action résolue pour réorienter les financements hors des énergies fossiles.

(26/.)

5.4.3 Business and Corporate Drivers

Businesses and corporate organisations play a key role in the mitigation of global warming, through their own commitments to zero-carbon footprints (Mendiluce 2021), decisions to invest in researching and implementing new energy technologies and energy-efficient measures, and the supply-side interaction with changing consumer preferences and behaviours, such as via marketing. Business models and strategies work both as a barrier to and an accelerator of decarbonisation. Still existing locked-in infrastructures and business models advantages fossil fuel industry over renewable and energy efficient end use industry (Klitkou et al. 2015). The fossil fuel energy generation and delivery system therefore epitomises a barrier to the acceptance and

implementation of new and cleaner renewable energy technologies (Kariuki 2018). A good number of corporate agents have attempted to derail climate change mitigation by targeted lobbying and doubt-inducing media strategies (Oreskes and Conway 2011). A number of corporations that are involved in both upstream and downstream supply chains of fossil fuel companies make up the majority of organisations opposed to climate action (Dunlap and McCright 2015; Brulle 2019; Cory et al. 2021). Corporate advertisement and brand-building strategies also attempt to deflect corporate responsibility to individuals, and/or to appropriate climate care sentiments in their own brand building; climate change mitigation is uniquely framed through choice of products and consumption, avoiding the notion of the political collective action sphere (Doyle 2011; Doyle et al. 2019).

Plus de 30 ans après le premier rapport du GIEC, toutes les régions du monde doivent maintenant faire face à l'aggravation des conséquences du changement climatique dû aux émissions de gaz à effet de serre.

(27/...)

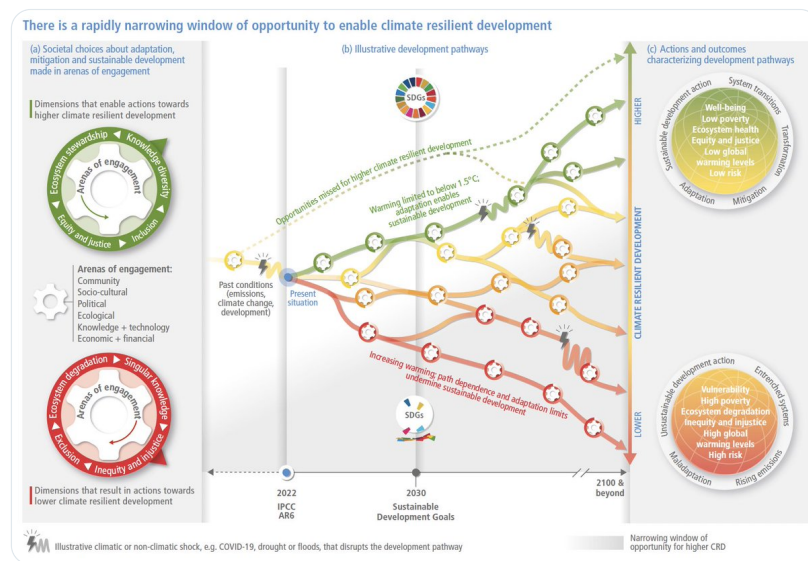
Plus on investira dans les énergies fossiles, plus il sera difficile de décarboner le système énergétique et de limiter les risques pour l'économie, la santé et la biodiversité.

(28/...)

Chaque choix compte, et notamment les choix d'investissements et les choix de communication.

Merci d'avoir lu ce fil jusqu'au bout.

- Fin



...